

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les tensions internationales et sur la politique économique de la France, à Paris le 17 octobre 2014.

Monsieur le Secrétaire général,

Je vous remercie une nouvelle fois pour votre invitation. C'est en effet la troisième fois que nous nous rencontrons, ici, au château de la Muette, avec la directrice générale du FMI, avec le Président de la Banque Mondiale, avec les directeurs généraux de l'Organisation Mondiale du Commerce et du Bureau International du Travail. Et c'est un bon exercice. C'est un exercice de vérité et de dialogue. De vérité sur la situation économique du monde, de la France et de dialogue pour savoir dans quelle direction nous devons agir. Les Etats, le mien, mais aussi les organisations internationales.

Quel est le constat que nous pouvons partager aujourd'hui et au-delà des fluctuations du marché ? Ce constat, vous l'avez fait, Monsieur le Secrétaire général, c'est celui d'une croissance faible, trop faible à l'échelle du monde. Et comment l'expliquer ? Je dirais que les incertitudes s'ajoutent aux inquiétudes. Les incertitudes, elles sont celles de la situation internationale, des tensions, des menaces, des crises. Il y a d'abord le poison au Moyen-Orient de Daech et les craintes que beaucoup de pays peuvent ressentir par rapport à une situation de guerre et par rapport aussi à des actes terroristes, qui peuvent être commis à tout moment.

Il y a aussi des tensions qui existent dans l'Afrique de l'Ouest, à la fois au Sahel par rapport encore au fléau du terrorisme. Je pense à la Libye, je pense aussi au Nigeria même s'il y a parfois de bonnes nouvelles, comme celle de la libération des jeunes filles qui avaient été enlevées. Et puis, il y a une crise sanitaire, Ebola, qui n'est pas que la crise de l'Afrique de l'Ouest mais qui peut devenir une crise mondiale, au sens où nous devons tous prendre des décisions et je dois reconnaître que si elle a parfois tardé, maintenant la Communauté internationale a décidé de prendre les bonnes attitudes par rapport à ces risques. Les Etats-Unis, le Royaume Uni, la France ont pris des dispositions et d'autres pays -je ne doute pas que l'Europe sera à l'unisson- feront en sorte que nous puissions d'abord aider les pays qui sont concernés et faire en sorte aussi de prévenir un certain nombre de risque, y compris, ici, en Europe.

Et puis, il y a la crise ukrainienne. Je reviens de Milan et si nous avons discuté -c'était très important- de ce que l'Europe et l'Asie devraient faire ensemble pour la croissance. Nous avons en marge de ce Sommet, évoqué la question ukrainienne dans de multiples réunions.

Je sors d'une rencontre dans ce que l'on appelle le « format Normandie », c'est-à-dire, la Chancelière Angela MERKEL, le Président POUTINE, le Président POROCHENKO et moi-même. Des avancées ont été constatées, notamment sur le gaz ou un accord est maintenant à portée de main. Reste des questions de financement que nous aurons à évoquer. Mais c'était un point très important et pour les Ukrainiens, comment allaient-ils se chauffer cet hiver et pour les Russes, comment allaient-ils être payés.

Il y a eu aussi des avancées sur le contrôle de la frontière et d'une manière générale, le contrôle du cessez le feu. Et la France et l'Allemagne ont décidé de prêter leur concours à travers des drones, peut-être d'autres moyens et l'OSCE, qui est une organisation très importante pour l'Europe centrale, sera elle-même pleinement impliquée dans ce processus.

Sommes-nous sortis pour autant de la crise ukrainienne ? Non. pas encore. Il y a des discussions

... comme nous sommes peut-être en train de le faire... en ce moment même entre le Président POROCHENKO et le Président POUTINE. Mais, le « format Normandie », que nous avons établi le 6 juin dernier, permet d'avancer.

C'est très important, parce que toutes ces incertitudes pèsent sur la croissance, créent une instabilité, un doute et finissent par perturber les marchés et on les a vus notamment ces derniers jours, ces marchés, connaître une volatilité.

Mais il y a aussi des causes qui sont liées à des incertitudes macro-économiques. Les pays émergents commencent à montrer des signes de ralentissement, encore légers, mais ils sont là. L'activité aux Etats-Unis, qui a été en forte reprise, est moins forte qu'espéré néanmoins. Et puis, l'Europe qui a, il est vrai, rétabli une stabilité n'a pas encore pris le chemin d'une croissance véritablement franche et durable. A partir de là, la zone euro est affectée par cette faible croissance, même en Allemagne qui était le pays moteur de ces derniers mois, et par une très faible inflation qui pèse sur les politiques économiques et qui réduit les possibilités de désendettement. Même s'il y a aussi les aspects positifs, les taux d'intérêt ont sensiblement baissé et même les écarts entre les pays sur leur dette souveraine, ont été réduits.

Ce qui nous menace, c'est moins la déflation, même si on en parle que la stagnation. Une stagnation qui pourrait être durable à l'instar de ce que s'est produit dans d'autres régions du monde. Après des crises, on attend toujours des reprises. Mais là, le risque pourrait être une reprise qui comme « Sur Anne » ne viendrait jamais. (Ce n'est pas « Sur Anne » qui ne vient pas, c'est ce qu'elle attend qui n'est pas au rendez-vous). Donc, nous devons tout faire pour remettre la priorité vers la croissance.

La France est particulièrement concernée puisque ses prévisions qui sont d'ailleurs en ligne avec celles du FMI, comme de l'OCDE. C'est une croissance de 0.4% en 2014 et de 1% en 2015, si l'on croit ces estimations. Mais même ces estimations ne permettent pas de réduire durablement le chômage et donc, nous devons agir.

Nous devons agir sans nous défausser par rapport à l'Europe ou à la conjoncture mondiale. Agir, agir c'est vrai d'abord en Europe, parce que nous pouvons attendre des pays européens d'abord une priorité. Cette priorité s'appelle l'investissement. L'investissement en Europe par l'action de l'Union européenne, l'investissement dans tous les pays de l'Union européenne.

Il n'y a pas de reprise possible sans investissement. C'est la condition à la fois pour tirer parti de la révolution technologique et pour préparer la croissance de demain.

C'est donc l'enjeu du plan qui a été annoncé et qui sera bientôt présenté par Jean-Claude JUNCKER, le nouveau Président de la Commission européenne, 300 milliards d'euros. Ce n'est pas tant le montant d'ailleurs qui est en cause, que la rapidité avec laquelle il pourra, ce plan, être mis en uvre. Il y a aussi la coordination des politiques économiques. Il y a des pays qui doivent faire des efforts pour améliorer leur compétitivité, réduire le déficit de leur balance commerciale, tenir compte aussi des enjeux de la dette publique. Et puis, il y a d'autres pays en Europe qui doivent soutenir leur demande et donc relancer. C'est cette coordination des politiques économiques qui devra être affirmée lors des prochains sommets, aussi bien de l'Union européenne que de la zone euro.

Sur le plan budgétaire, les règles doivent être respectées et en même temps, les flexibilités doivent être utilisées au mieux, de manière à ce que la croissance reste la priorité, tout en faisant en sorte de réduire les déficits structurels.

La France quant à elle, doit poursuivre ses réformes et nous sommes là pour les évaluer. De quoi s'agit-il ? Des réformes peuvent être nombreuses, des réformes structurelles peuvent être évoquées, mais cela ne veut rien dire. On fait des réformes parce qu'il doit y avoir un sens, une direction, un esprit. Pourquoi faire des réformes, sur le simple plaisir d'annoncer des réformes ? Non, les réformes doivent toutes être organisées pour la croissance et donc pour l'activité et pour l'emploi.

Monsieur le Secrétaire général,

Vous avez bien voulu rappeler les atouts de l'économie française. Je préfère toujours que ce soit d'autres que moi qui le fassent. Parce qu'ils peuvent avoir le privilège de l'extériorité. Je le dit d'ailleurs à beaucoup de Français : écoutez ce que l'on dit de vous avant de déplorer votre propre

état et votre propre situation.

La France, elle a des atouts, cinquième économie mondiale, des capacités technologiques et scientifiques. Elle est leader dans de nombreux domaines, c'est vrai : L'aéronautique, l'énergie, l'agroalimentaire, ce que l'on appelle aussi l'économie du vivant. Elle a un niveau d'infrastructures parmi les plus élevés du monde mais également des inégalités moins importantes que dans d'autres pays.

Le premier enjeu, c'est la compétitivité. Et c'est pour cette raison que nous avons décidé depuis deux ans de baisser le coût du travail en France. Et cette politique se poursuivra tout au long du quinquennat.

40 milliards d'euros de prélèvements en moins sur les entreprises. Il ne s'agit pas là encore de choisir entre les entreprises et les ménages, parce que d'une certaine façon, c'est la même chose. Si on améliore la situation des entreprises, on améliore la situation de l'emploi et permet même de la distribution de pouvoir d'achat. Mais l'idée, c'est de rendre nos entreprises plus compétitives pour qu'il y ait plus d'emploi créés.

Deuxième enjeu, c'est celui de la dette publique. Le déficit structurel de nos administrations publiques atteindra son plus bas niveau depuis 2001. Cet effort se poursuivra dans le cadre du plan qui a été présenté dans le cadre du pacte de stabilité, avec 50 milliards d'économie pour les trois prochaines années. Et cet effort se traduira notamment en 2015, avec 21 milliards d'économie. C'est inédit depuis que nous gérons la finance publique, j'allais dire depuis trente ans.

Cela représente 21 milliards, 1% du PIB. Alors, c'est vrai, nous pouvons discuter de ces économies, à la fois de leur contenu, ce n'est jamais le bon. Mais on peut aussi discuter de leur mesure, de leur évaluation par rapport à une tendance. Mais il s'agit, pour par exemple l'Etat, d'avoir moins de dépenses en 2015 qu'il n'y en a eu d'effectives en 2014.

Et puis, il y a un troisième enjeu, c'est la modernisation du pays, ce que l'on appelle les réformes de structures. Qu'est-ce qu'une réforme de structure ? C'est une réforme qui augmente le potentiel de croissance et d'emploi. Et c'est le sens du rapport qui est aujourd'hui publié par l'OCDE.

Je me souviens de la première rencontre que j'ai eu avec Ángel GURRIA, lorsque je suis devenu Président de la République, il m'a dit qu'il avait préparé un rapport sur la compétitivité. Et donc, nous avons tenu le plus grand compte de ces observations, et nous avons agi.

Nous avons agi depuis 2 ans et nous avons considéré qu'il fallait continuer dans la même direction et c'est le sens du plan qui a été présenté au Conseil des ministres de mercredi dernier. Plus de concurrence, assouplissement des règles concernant le travail dans certains secteurs ou pour certains jours. Développement des transports. Tous les modes de transports, assouplissement des règles pour les professions dites réglementées, soutien de l'investissement des entreprises, encouragement de l'actionnariat salarié. Il s'agit de faciliter la vie des entreprises et de rendre du pouvoir d'achat aux ménages. Mais il s'agit surtout de créer de l'activité.

Cela vient en complément des autres réformes que nous avons engagées très tôt. Le CICE a été décidé par exemple en novembre 2012. Même s'il connaît maintenant un effet plus mesurable et encore davantage l'année prochaine. Le crédit impôt-compétitivité-emploi, ce n'est rien d'autre que l'allègement du coût du travail pour permettre ensuite aux entreprises d'améliorer leur marge. Désormais, le coût du travail en France est moins élevé qu'en Allemagne.

Deuxièmement, nous avons engagé une réforme du marché du travail, dès le mois de janvier 2013. Elle connaît maintenant aussi son implication. La réforme de la formation professionnelle qui a été élaborée par les partenaires sociaux, verra sa première date d'application arrivée le 1er janvier 2015. Une nouvelle négociation est en cours pour améliorer le dialogue social et ce n'est pas simplement la question des seuils dont il est beaucoup fait de débat en ce moment, mais c'est la question d'améliorer la représentation des salariés dans l'entreprise, pour qu'il y ait une meilleure efficacité.

Cette négociation doit aboutir et j'ai d'ailleurs averti l'ensemble des acteurs économiques et sociaux. S'il n'y avait pas de progrès dans la négociation, l'Etat aurait à prendre ses

responsabilités.

Enfin il y a des simplifications qui ont été engagées parce que la simplification c'est la ligne directrice du Gouvernement. Et le 30 octobre, je présiderai un Conseil des simplifications à l'occasion duquel 50 mesures seront annoncées pour les entreprises comme pour les ménages. Enfin, le Parlement est saisi de la réforme territoriale et c'était aussi non pas une demande de grandes organisations internationales mais simplement un constat que partout était fait, c'est que nous ne pouvions pas connaître une superposition d'administrations territoriales.

L'OCDE vient de faire un exercice difficile qui est d'évaluer l'impact de ces réformes. Et je prends ces chiffres avec beaucoup de prudence même s'ils donnent finalement un sens à ce que nous faisons. C'est vrai que grâce à ces réformes, celles qui ont été engagées, celles qui ont été annoncées, encore toutes n'ont pas été mesurées, nous pouvons faire plus de croissance et c'est vrai que sur le plan politique, il faudra attendre quelque fois plusieurs années pour en constater les fruits.

Et c'est souvent à 10 ans que l'on peut mesurer ce que peut être l'effet d'une politique économique. Nous travaillons dans la durée et pour la durée. Mais ce que vous avez relevé, c'est qu'il y avait le plus d'efficacité dans les réformes territoriales et dans l'allègement du coût du travail. C'est là que nous pouvons avoir le plus d'impact dans les décisions qui ont été prises. C'est un encouragement, un encouragement pour poursuivre ces réformes, un encouragement pour aller dans le changement, pour la modernisation de notre pays et ce qui compte, et je le dis devant les ministres qui sont ici présents, ce n'est pas tant les réformes, même si leur contenu est essentiel, que la rapidité avec laquelle elles sont mises en uvre.

Si bien que, même si nous devons respecter un certain nombre de procédures parlementaires, par exemple la loi que présente le ministre de l'Economie ne sera discutée qu'à la fin de l'année et votée sans doute au début de l'année prochaine, même si la négociation sur le dialogue social suppose là-aussi un certain nombre de délais, nous avons la volonté d'aller vite dans la mise en uvre. Il faut aussi donner un sens à ce que nous faisons.

Il ne s'agit pas d'austérité mais de modernité. Il ne s'agit pas d'efforts qui seraient demandés mais d'investissement, une génération pour celles qui viendront. Il ne s'agit pas de renoncer à je ne sais quel acquis, mais il s'agit au contraire de construire du progrès.

C'est vrai que les réformes mettent du temps à produire des résultats et j'en suis le premier conscient. Mais quand les résultats apparaissent, ils sont impressionnants. Quand l'Allemagne s'est réformée, elle n'a connu véritablement de retombées positives sur son économie que plusieurs années après. Et d'ailleurs il est souvent demandé à l'Allemagne de continuer ses réformes au risque de perdre le bénéfice de ce qui a été engagé. Mais nous nous considérons que c'est la durée qui va faire la fiabilité, la crédibilité. La durée cela veut dire ne pas relâcher le mouvement, ne pas ralentir le rythme et c'est ce qui nous permettra d'améliorer la vie des Français et de faire la réussite de notre pays.

Et c'est pourquoi je me réjouis que nous puissions en débattre aujourd'hui avec les grandes organisations internationales qui d'ailleurs représentent ce que nous avons à faire, réguler notre finance, éviter les crises.

Ce que nous avons à faire c'est aussi apporter au monde une solidarité. C'est ce que nous aurons à mener pour la conférence sur le climat qui sera un grand rendez-vous et je sais que la Banque mondiale y participe. Faire que les échanges puissent être plus dynamiques encore pour que nous puissions avoir par les apports commerciaux des dynamiques d'activité, dans le respect du travail. Ce que nous devons faire, le seul enjeu, c'est de réduire le chômage et de ce point de vue, tout ce que nous avons engagé, n'a que ce but et que cette perspective.

Je vous remercie de me poser maintenant avec les dirigeants de ces organisations, toutes les questions que je n'aurais pas traitées, c'est-à-dire aucune.

Merci.